



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRE DECAPAGE BLESOIS

70 Avenue Guillaume Charron
41500 Menars

Références : VAT20250022
Code AIOT : 0010008161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement CENTRE DECAPAGE BLESOIS implanté 70, Avenue Guillaume Charron 41500 Menars. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE DECAPAGE BLESOIS
- 70, Avenue Guillaume Charron 41500 Menars
- Code AIOT : 0010008161
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Centre Décapage Blésois exerce à Ménars une activité de décapage de surfaces métalliques par voie chimique et par voie mécanique. La société emploie 3 personnes (un salarié, le gérant et une responsable administrative).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Détection incendie alarme	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Installations électriques thermographique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rétentions, régulation thermique et épuration.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	eaux industrielles - stockage des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.3.	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétentions alarme	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
9	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	Sans objet
10	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Cuves et volume associés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> Atelier de décapage soude: <p>5 cuves de traitement chauffées munies de couvercle</p> <p>Cuve 1 et 2 : 4 450 litres chacune</p> <p>Cuve 3 à 5 : 3 375 litres chacune</p> Atelier de décapage passivation acide: <p>3 cuves de traitement munies de couvercle</p> <p>Cuve 6 et 7 : 2 400 litres chacune</p> <p>Cuve 8 : 630 litres chacune</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant indique qu'une partie des cuves n'est pas en service.</p> <p><u>Au niveau de l'atelier soude :</u></p> <p>Selon l'exploitant les 2 cuves de traitement chauffées contiennent 3375 litres de soude à environ 18% pour un volume utile de 4 450 litres.</p> <p>Chacune des cuves est munie d'une rétention et d'un capot.</p>

Seules les cuves N°2 et 5 sont effectivement en service. Lors de la dernière visite du 2/12/2022, la cuve n°3 était encore en service, elle sert aujourd'hui de stockage de solution de traitement.

Au niveau de l' atelier acide:

Selon l'exploitant les 2 cuves existantes sont pour partie remplies pour un volume utile de 2400 litres avec et des capacités de rétention 2500 litres.

La cuve N°6 contient une solution fluo-nitrique de 1200 litres diluée à 50 % pour le traitement des pièces et la cuve N°7 contient cette même solution pure.

Il n'y a pas de modification notable des installations depuis la précédente visite.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

-une réserve d'eau recyclée de 5000 litres ;

-d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;

-des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

-des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

[...]

-d'un neutralisant en cas d'épandage ;

[...]

-de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local et identifiant l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie et la pollution des eaux.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

AMPG du 09 avril 2019

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

Constats :

Lors de la précédente visite du 02/12/2022, l'inspection constate les 3 écarts suivants:

- L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si **le poteau incendie**, présent le long de l'avenue Guillaume Charron au N°53 à moins de 100 mètres du site, est opérationnel.

Dans sa réponse du 13 mars 2023, l'exploitant indique que selon la mairie de Ménars, le débit de la borne incendie est de 60 m³/h à moins de 200 m, celle ci ayant été contrôlée en 2022 par un organisme indépendant.

Au jour de la présente visite, l'inspection demande à consulter le dernier contrôle du poteau incendie. Il s'agit du poteau incendie N°52, le plan accompagnant le contrôle localise ce poteau au niveau du numéro 53 de l'avenue Guillaume Charron.

Document consulté : Contrôle en date du 12/08/2024, réalisé par la société Véolia, il est indiqué conformité OUI (avec comme critère de conformité débit de 60m³/h pendant 2 heures).

L'écart est levé.

- **Un plan des locaux** est affiché au niveau de la zone de rinçage. Celui-ci n'est pas à jour.

Dans sa réponse du 13 mars 2023, l'exploitant indique le plan des locaux sera mise en conformité par son prestataire en sécurité incendie lors de sa visite de contrôle en avril 2023.

Au jour de la présente visite, le plan des locaux n'est pas à jour. L'inspection note ce point dans la fiche de visite.

Dans son courriel du 16/12/2024, l'exploitant indique avoir modifié le plan des locaux et apporte la preuve de cette modification par une photo. Sont maintenant indiqués, le kit incendie, la réserve de sable, la citerne d'eau et les 4 extincteurs.

L'écart est levé.

- **Absence de réserves de sable** meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;

Dans sa réponse du 13 mars 2023, l'exploitant indique avoir mis en place une réserve de 150 litres de sable, et fournit une photo.

Au jour de la présente visite, l'inspection constate la présence du sable.

Constats complémentaires lors de la visite du 13 décembre 2024 :

- Présence de 4 extincteurs, 1 extincteur par zone de travail.

Selon le registre de sécurité dernier contrôle le 16/07/2024, maintenance de 3 extincteurs et remplacement d'un extincteur P9kg.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence des 4 extincteurs.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie alarme
Prescription contrôlée : Systèmes de détection automatique. I.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : -dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; -dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. II.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie(système d'aspiration des vapeurs des baignoires, chauffage des baignoires). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. III.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir de système de détection automatique d'incendie de ces installations. L'inspection rappelle que cette obligation est applicable depuis le 1er juillet 2024. L'inspection demande à consulter les FDS des produits utilisés dans l'installation de traitement : - Le procap inox produit indiqué comme un mélange de produits ininflammables, - La soude produit ininflammable. Ainsi la détection incendie n'est pas obligatoire dans les lieux de stockage de ces produits. Concernant les locaux abritant l'installation de traitement de surface, il existe sur site l'atelier soude où les baignoires sont chauffées et l'atelier acide où le bain n'est pas chauffé. L'inspection considère que la partie « atelier soude » doit disposer d'une détection incendie et répondre aux exigences de l'article 19 précité puisque les baignoires sont chauffées. Pour la partie « atelier acide » l'exploitant peut s'il le juge utile demander un aménagement de la prescription en justifiant de l'absence de risque incendie notamment en l'absence de chauffage des baignoires et du

caractère ininflammable de la solution de traitement utilisée.

Constat : L'exploitant ne dispose pas de détection incendie dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface répondant aux exigences de l'article 19.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installations électriques thermographie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

III.-Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

[...]

Applicable au 01/07/2024

Constats :

Documents consultés:

- RAPPORT DE VÉRIFICATION - Apave - Certificat Q18 - Intervention du 01/12/2023 au 01/12/2023

Le rapport fait état le 01/12/2023 d'une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18 et d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement.

Il est indiqué que l'installation électrique "peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion"

Ecart signalé : Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques.

Localisation : BATIMENT PRINCIPAL - LOCAL MICROBILLAGE - Coffret de commande

Ecart : Armoire électrique non entretenue Présence de poussière sur le fond

Amélioration proposée : A nettoyer.

- RAPPORT DE VÉRIFICATION - Apave - Certificat Q18 - Intervention du 15/11/2024 au 15/11/2024

<p>Le rapport fait état le 15/11/2024 d'une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18 et d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement.</p> <p>Il est indiqué que l'installation électrique "ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion"</p> <p>Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques : absence danger constaté.</p> <p>Les rapports de conformité électriques n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir réalisé d'autres contrôles.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas réalisé de détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Retentions alarme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarme point bas</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les rétentions des cuves N°7 et 6 sont vides de tout liquide.</p> <p>L'exploitant réalise à la demande de l'inspection un test des capteurs de liquides dans ces 2 rétentions. Il simule la présence d'un liquide en appuyant sur chacun des détecteurs des 2 cuves, immédiatement une alarme sonore retentit, le test est concluant.</p> <p>Le même test est réalisé sur la cuve soude N°5.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Retentions, régulation thermique et épuration.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement chauffage
Prescription contrôlée : Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. <u>Le chauffage par résistance électrique</u> des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite les 2 seules cuves en chauffe sont les cuves N°5 et N°2. L'exploitant indique avoir un système redondant pour l'asservissement du chauffage, des sondes de détections se trouvant à l'intérieur des cuves (Il n'a pas été possible de constater la présence des sondes pendant la visite) et des sondes de détection de liquide dans les rétentions permettant chacune de couper le chauffage des cuves. Seul le test des sondes présentes dans les rétentions a été possible, comme précédemment l'exploitant a simulé la présence d'un liquide en appuyant sur la sonde de détection présente dans la rétention de la cuve N°2 et N°5, immédiatement une alarme sonore a retenti et le chauffage s'est coupé (la détection permet de disjoncter le chauffage au niveau du tableau électrique). Il n'a pas été possible de réaliser le même test sur les sondes présentes dans les bains. L'inspection considère que les sondes à l'intérieur des bains doivent être testées également, le manque de liquide dans la cuve pouvant être également dû à une évaporation et pas uniquement à la fuite de la cuve. L'exploitant pourra s'il le juge utile apporter des éléments d'appréciation complémentaires pour justifier de son système. De plus, les tests ne sont pas réalisés régulièrement et consignés. Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon fonctionnement des sondes de niveau à l'intérieur des cuves et permettant d'asservir le chauffage. Le bon fonctionnement de l'asservissement n'est pas testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air - autosurveillance et VLE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>Acidité totales exprimée en H+ => 0.5mg/m3 HF exprimée en F => 2mg/m3 Alcalins exprimés en OH- => 10mg/m3</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants (arrêté préfectoral article 9.2.1): Ventilation de l'aire de rinçage Ventilation du décapage soude Selon une périodicité annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection constate que l'exploitant ne peut pas justifier de l'absence de mesure de la concentration en acide fluorhydrique au niveau de certains ateliers notamment l'atelier de décapage acide, le produit utilisé au niveau de l'atelier de décapage étant une solution d'acide fluorhydrique.</p> <p><u>Documents consultés:</u> Mesure des rejets atmosphériques - Site de MENARS - APAVE Intervention du 21 décembre 2023 (précédente intervention 18 novembre 2022) Avis d'intervention, contrôle des rejets atmosphériques, pour le 23 décembre 2024.</p> <p>La périodicité annuelle est respectée.</p> <p>Selon le rapport du 10 janvier 2024 intervention du 21 décembre 2023: Salle de rinçage : Respect de la valeur limite d'émission (VLE) OUI</p>

<p>Conditions de fonctionnement lors des essais, fournies par l'exploitant : rinçage de satellites</p> <p>Acidité totales exprimée en H^+ => 0.17 mg/m³</p> <p>HF exprimée en F => 0 mg/m³</p> <p>Alcalins exprimés en OH^- => 0 mg/m³</p> <p>Atelier soude-Bain B1 : Respect de la valeur limite d'émission (VLE) OUI</p> <p>Conditions de fonctionnement lors des essais, fournies par l'exploitant : passage de cadres dans les bains</p> <p>Acidité totales exprimée en H^+ => 0.028 mg/m³</p> <p>HF exprimée en F => 0 mg/m³ (ajouté en 2023)</p> <p>Alcalins exprimés en OH^- => 0 mg/m³</p> <p>Décapage acide : Respect de la valeur limite d'émission (VLE) OUI</p> <p>Conditions de fonctionnement lors des essais, fournies par l'exploitant : passage de pièces dans les bains</p> <p>Acidité totales exprimée en H^+ => 0.016 mg/m³</p> <p>HF exprimée en F => non mesuré mg/m³</p> <p>Alcalins exprimés en OH^- => 0 mg/m³</p> <p>La mesure du HF a été ajoutée dans l'atelier soude ce qui semble être une erreur.</p> <p>Constat : L'écart est maintenu, l'exploitant ne peut pas justifier de l'absence de mesure de la concentration en Fluorure d'hydrogène au niveau de l'atelier de décapage acide, le produit utilisé a étant une solution d'acide fluorhydrique.</p> <p>L'exploitant indique qu'il le précisera au bureau de contrôle pour les mesures réalisées fin 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : eaux industrielles - stockage des eaux polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 4.3.8.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention Stockage eaux industrielles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une capacité de rétention au niveau de la cuve de 10 m³ conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>La capacité de rétention est conçue de sorte qu'en situation accidentelle, la présence de produit ne puisse altérer la qualité des sols et notamment au niveau du puisard derrière le bâtiment.[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, la cuve extérieure "eaux polluées" est munie d'une rétention en parpaing qui ne présente pas de fissures apparentes et d'un volume d'environ 11 m³.</p> <p>L'inspection remarque la présence d'une « bonde d'infiltration », l'exploitant confirme que ce système permet l'infiltration des eaux pluviales, la rétention étant soumise aux intempéries.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la rétention doit garantir le confinement des produits en cas de fuite accidentelle ce qui n'est pas le cas avec cette bonde d'infiltration.</p> <p>Le constat suivant est dressé pendant la visite : la rétention de la cuve de stockage des eaux industrielles est inopérante.</p> <p>Par courriel du 16/12/2024, l'exploitant indique avoir obturé l'évacuation de la rétention de la cuve extérieure et apporte la preuve par photo. Ces éléments sont de nature à lever l'écart mais devront être vérifiés sur le terrain lors de la prochaine visite d'inspection.</p> <p>Constat : La rétention de la cuve de stockage des eaux industrielles est inopérante. L'exploitant a réalisé des travaux après la visite, l'inspection devra vérifier ce point lors d'une prochaine visite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, un seul bordereau enregistré dans trackdéchets pour l'année 2024:</p>

<p>-BSD-20241210-TYPBFJACD - enlèvement du 11/12/2024 - boue de soude - 06 02 04* - quantité 3.5 tonnes - en cours</p> <p>L'exploitant confirme qu'un seul enlèvement a eu lieu en 2024. En raison de difficulté financière, l'exploitant a indiqué que les autres déchets de boue de soude seraient évacués en 2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le

<p>déchets, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 02/12/2022 l'inspection constate que le registre déchets est incomplet. Il ne comporte pas les informations précisées par l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>Depuis cette visite, l'application trackdéchets est opérationnelle et l'exploitant confirme qu'il ne génère pas de déchets non dangereux. Ainsi l'inspection lui rappelle que le registre disponible sur trackdéchets peut répondre à la présente prescription.</p> <p>Pendant la visite, l'inspection constate que l'exploitant a accès au registre généré en ligne par trackdéchets.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2008, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets [...], entreposées [...], avant [...] leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stocke des bidons de déchets contenant des eaux de rinçage polluées sans rétention et sans étiquetage.</p> <p>Constat: Les conditions de stockage des déchets ne garantissent pas l'absence de risque de</p>

pollution (absence de rétention).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois